

## Déjeuner du Cercle Europe et Economie Sociale

### Monsieur Robert Rochefort

Député européen

- juillet 2013 -

*Mercredi 10 juillet, le déjeuner du cercle Europe et économie sociale a eu le plaisir d'accueillir M. Robert Rochefort, député européen, membre du groupe ADLE appartenant au MoDem.*

*Il est également membre de la commission parlementaire marché intérieur et de la protection des consommateurs, membre suppléant de la commission éducation et vice-président de la de la Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et l'Union du Maghreb arabe.*



*Robert Rochefort, ancien directeur du Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie Credoc, est élu député européen en 2009.*

### Les valeurs européennes

L'économie sociale est un sujet qui est pris en compte par la Commission européenne et le Parlement européen. L'économie sociale fait partie du socle de valeurs de l'Europe. Aujourd'hui, l'Europe est fortement contestée et critiquée. Sur quelles valeurs s'appuie-t-elle ? Les députés ne se positionnent pas sur ses valeurs. Cette question est pourtant une question de fondement, de base.

La solidarité et la liberté sont les valeurs de l'Union. La perception de la liberté est différente en Chine et aux Etats-Unis. Pour ces derniers la liberté va jusqu'à l'autonomie complète de l'individu. Aujourd'hui l'Europe ne pense plus être influente par ses valeurs. Autrefois, elle pensait pouvoir les importer à travers le monde, qu'elle pourrait servir de modèle. Au Japon, afin d'anticiper le rallongement de la durée de vie, les ingénieurs construisent des robots humanoïdes capables de devenir des auxiliaires de vie. Ce n'est pas une conception européenne, ce n'est pas notre système de valeurs.

### L'utilité de l'économie sociale

L'économie sociale doit être perçue comme de la micro économie , une économie porteuse. L'agriculture a été le premier secteur de l'économie sociale, les opérateurs doivent maintenant s'organiser, mutualiser leurs forces. Leur devoir est d'être à l'écoute du monde qui change. Le secteur de l'économie sociale est aussi pris dans les logiques de rentabilité. Les députés ont besoin d'être informés des dossiers, pour cela les acteurs de l'économie sociale sont essentiels. Sur toutes les questions de libéralisation de *small business act*, de marché intérieur, l'économie sociale à toute sa place.

### Une Europe forte

L'Europe a besoin d'être forte par elle-même et de compter sur la planète pour définir des normes communes. Plus nous aurons du mal à régler nos problèmes, moins nous pourrons être fort par rapport au reste du monde. Des erreurs majeures ont été commises, faire croire que l'Europe pouvait prospérer sans effort par exemple. La deuxième erreur majeure a été de considérer le social comme devant rester dans les prérogatives des Etats membres. Les institutions auraient du chercher à harmoniser les règles quitte à reculer dans certains domaines.

La Commission a déjà commencé à réformer les systèmes de retraites mais il faudrait également mettre en place des règles sociales sur le chômage au niveau européen. Il existe un désenchantement à l'égard de l'Europe, le déficit démocratique. Afin d'y remédier, un président de l'UE devrait à terme être élu au suffrage universel direct.

### **Pour une Europe fédérale**

L'Allemagne est déjà un Etat fédéral, en France, le mot suscite des craintes. Faire du fédéralisme sans le dire ? Ce serait compliqué aujourd'hui.

### **Le statut des mutuelles européennes et des retraites**

Les sociétés coopératives européennes sont encore peu nombreuses ? C'est un problème d'ordre symbolique, organisationnel, de la continuité des droits. Pour les mutuelles, la portabilité est très importante, d'autant plus que les jeunes sont de plus en plus mobiles en Europe.

Le système de subsidiarité n'est pas remis en cause pour les retraites. L'Europe doit donner directions générales sur les systèmes de retraites d'après M. Rochefort. Elle doit s'exprimer que la question de la durée de l'activité, le recul de l'âge légal du départ à la retraite. Le changement de branche constitue un problème croissant en Europe pour les cotisations aux systèmes de retraites. Le régime par point serait une bonne idée. Les règles doivent également être harmonisées pour le chômage.

### **Partenariat euro-Maghreb**

Le Maroc est le pays du Maghreb qui a le partenariat le plus avancé avec l'UE et aspire à une intégration européenne un jour. Les évolutions au Maroc sont positives. Les pays du Maghreb veulent traiter que de manière bilatérale avec l'Union. Les députés eux souhaiteraient une coopération plus horizontale. Le Maghreb n'intéresse pas seulement les pays latins ; l'Allemagne, l'Autriche montrent un intérêt grandissant.. Tout l'enjeu de ces partenariats européens réside dans la stratégie à adopter, comment faire que ce partenariat privilégié soit porteur d'avenir ?